



Socles de protection sociale pour les travailleurs pauvres

Projet de plateforme - les travaux en cours Mai / Juin 2012

Introduction

Les quatre piliers du travail décent sont : les possibilités d'emploi, les droits des travailleurs, la représentation et la protection sociale. Les travailleurs informels exercent dans des conditions non réglementées et non protégés, avec peu ou pas accès à la protection sociale.

Lors de la 101e session de la CIT en Juin 2012, l'OIT discutera d'une action normative et la norme internationale du travail sous la forme d'une recommandation autonome d'un Socle Social Mondial (SSM). Le Socle Social Mondial, qui serait une norme minimale de protection sociale tout au long de la vie d'une personne, a le potentiel d'inclure un grand nombre de travailleurs du secteur informel en matière de protection sociale de base.

StreetNet International est d'avis avec l'idée d'un socle social de base. Cependant les travailleurs informels, présenteront un programme de revendications de base - un package de sécurité essentielle - qui ont émergé dans les ateliers sur le travail décent. Ils seront la base pour l'organisation actuelle autour de la protection sociale.

Le socle de protection sociale

L'idée d'un socle de protection sociale (SPS) a été acceptée par les chefs de tous les organismes des Nations Unies en Avril 2009. Ce fut en réponse à la crise financière mondiale. Ce fut la première fois que la protection sociale a reçu un tel prestige dans les organismes internationaux. Si le SPS est accepté, cela signifie que les pays devront s'engager à porter une attention soutenue sur les programmes pour les personnes les plus pauvres, avec les plans et les budgets alloués pour une mise en œuvre sérieuse.

Pourquoi le SPS reçoit une telle acceptation? Cela est le fait des puissants organismes, tels que la Banque mondiale, ont vu que l'intervention étatique dans les programmes sociaux est efficace dans la lutte contre la pauvreté. Ils voient aussi que les dépenses sociales sont des investissements, et ne doivent pas être considérés comme des «cadeaux». Il y a eu également la colère répandue du public sur la façon dont les gouvernements ont secouru les banques en réponse à la crise financière, tout en omettant d'investir dans des mesures anti-pauvreté, et de ne pas s'attaquer à l'inégalité massive qui a accompagné la mondialisation.

Un autre facteur important est la recherche qui a été faite à travers le monde montrant que les subventions en espèces aux personnes les plus pauvres - des transferts d'argent en espèces - fournissent une forme de sécurité de base, et peuvent conduire à l'élaboration de moyens d'existence plus stables. Aussi la recherche par l'OIT et d'autres a t'elle montré que les subventions sur le revenu de base sont abordables dans de nombreux pays pauvres.

Les principales composantes du SPS serait une combinaison de :

- Transferts d'argent en espèces (subventions) offrant un minimum de revenu identifié au niveau national pour les personnes à tous les niveaux du cycle de vie;
- Un accès abordable aux soins de santé essentiels.

Dans le document de l'OIT, le Cadre pour une recommandation sur socles de protection sociale pour la justice sociale pour une mondialisation équitable (ILC.101/IV/1), les quatre groupes mentionnés à l'inscription dans le SPS sont

- Enfants
- Les personnes âgées
- Les personnes handicapées qui ne sont pas en mesure de travailler
- Demandeurs d'emploi et les travailleurs à faible revenu dans le secteur informel

Le rapport de l'OIT (ILC.101/IV/1) dit que le socle social a une dimension horizontale et verticale. La dimension horizontale se réfère à l'obtention d'un plancher de base; la dimension verticale se réfère à ce que peuvent faire les pays pour produire des améliorations à ce qu'ils offrent déjà, et à planifier des améliorations à l'étape de base.

La Recommandation de l'OIT ne précisera pas quels seront les programmes, et quels seront les niveaux de protection, que constituerait le SPS. En conformité avec sa pratique habituelle, l'OIT affirme que des objectifs concrets pour la taille du socle de protection sociale doivent être réglés par les pays eux-mêmes.

Le cadre proposé comprend un rôle fort pour les politiques actives du marché du travail, ce qui fonctionnera en parallèle à la SSM. Les politiques actives du marché du travail sont les programmes gouvernementaux qui aident les chômeurs à trouver du travail, et / ou qui aident les personnes qui travaillent à accroître leurs compétences et gravir les échelons de carrière. Elles incluent l'aide aux personnes à la recherche d'emploi, à passer l'interview d'embauche, à la formation des personnes afin de les rendre plus employables. Ils créent aussi des emplois pour les chômeurs grâce à des subventions de l'emploi à des entreprises privées. Ils sont plus fréquents dans les pays industrialisés du Nord où le taux de chômage est faible. Ils ne sont pas efficaces pour atteindre les personnes les plus pauvres dans l'économie informelle, où la plupart des gens sont des travailleurs autonomes.

Le cadre comprend également un appel à «formaliser l'économie informelle». La notion plutôt vague et générale de «formaliser l'économie informelle» dans les documents sur le SPS doit être accordée de substance afin de se traduire par l'inclusion intégrale des travailleurs dans l'économie informelle.

Les éléments de formalisation identifiés par les travailleurs de différents secteurs de l'économie informelle sont les suivants:

- a) La reconnaissance en droit des travailleurs dans l'économie informelle;
- b) L'intégration des impôts indirects et des autres revenus déjà payés par les travailleurs informels dans les systèmes fiscaux officiels (en conformité avec le principe de l'imposition progressive);
- c) L'Extension de la sécurité sociale à tous;
- d) Le statutaire forum de négociation, y compris au niveau du gouvernement local;
- e) La budgétisation participative, au niveau du gouvernement local et national;
- f) La Formalisation en véritables coopératives contrôlées par les travailleurs;
- g) La Transformation de l'économie informelle en économie sociale et solidaire.

Les travailleurs informels et la protection sociale

Les travailleurs informels, comme les autres travailleurs, ont droit à une protection sociale. Ils contribuent de manière significative aux économies des pays. Ils s'occupent tous les jours des besoins de millions de consommateurs. La majorité des travailleurs du secteur informel sont des femmes pauvres.

Les éléments de la SPS sont solides. La combinaison de transferts d'argent en espèces, avec des soins de santé essentiel abordables et accessibles, contribuera à la sécurité globale des travailleurs. Les subventions en espèces pour les enfants de pauvres gens qui travaillent pourraient aider les enfants à sortir du cercle vicieux de la pauvreté qui se transmet de génération en génération. Cela permettra de réduire l'anxiété des parents sur leurs enfants, et les parents sauront aussi qu'ils auront au moins un minimum de protection dans leurs vieux âges.

Il ya quelques préoccupations au sujet de la présente proposition pour un SPS. Il y a un besoin pour des programmes et des politiques complémentaires, et plus d'harmonie entre les différentes politiques. Sans cela, le SPS sera beaucoup moins efficace en termes de renforcement des perspectives à long terme pour que plus de personnes améliorent leurs propres moyens de subsistance.

Tout d'abord, le socle de protection sociale se concentre principalement sur ce que les gouvernements nationaux devraient faire, et qui est en effet important. Cependant la sécurité et conditions de travail décentes pour les travailleurs informels dépendent aussi de ce que les gouvernements locaux font avec et pour les travailleurs informels, par exemple dans la fourniture de l'eau, l'assainissement, des espaces pour les marchés, et la gestion des transports.

Deuxièmement, l'accent mis sur les politiques actives du marché du travail est approprié dans certains contextes nationaux. Elles ont toutefois besoin d'inclure une orientation claire sur l'inclusion des travailleurs autonomes. Cela signifie que les gouvernements doivent harmoniser leurs mesures de mise en œuvre de la politique au niveau du gouvernement national et local. Les politiques du marché du travail visant à créer et à conserver un emploi sont souvent en conflit avec la réalité. Les autorités locales bloquent et détruisent régulièrement les tentatives des gens à créer les moyens de subsistance. Beaucoup de travailleurs du secteur

informel sont expulsés de leurs sites commerciaux, tous les jours, partout dans le monde, bien avant l'intervention des politiques actives du marché du travail en vue de leur protection. Le SPS doit donc être soutenu par un plus grand engagement pour le droit de tous à travailler - et cela inclut que les autorités devraient cesser de casser les sites des gens et la confiscation des biens qu'ils ont acquis dans le but de travailler et de faire le commerce.

Troisièmement, la privatisation des services comme l'eau et la fourniture d'énergie, le transport et l'élimination des déchets solides, rendent habituellement ces services plus coûteux et / ou moins accessibles pour les travailleurs informels. Encore une fois, si le SPS démarre, alors qu'en même temps la privatisation des services utilisés par les travailleurs du secteur informel poursuit son chemin, la petite quantité de transfert d'argent ira tout simplement à payer pour des services plus coûteux.

Un socle de protection sociale basé sur un package de sécurité essentielle

Les travailleurs informels ont un droit à la protection sociale. Les éléments de l'ensemble des protections sociales ci-dessous sont tous supplémentaires pour les éléments de base du SPS, et des exigences spécifiques de travailleurs informels, en fonction de leurs réalités économiques et sociales.

1. Soins de santé

Les travailleurs informels à travers le monde identifient les soins de santé comme leur première priorité de la protection sociale. Le SPS reconnaît les soins de santé comme une priorité.

Du point de vue des travailleurs informels, un système de couverture maladie universelle devrait inclure

- La gratuité des soins de santé primaires
- Les médicaments essentiels gratuits
- Les soins hospitaliers et des interventions chirurgicales subventionnés pour les travailleurs pauvres.

Les services devraient être orientés vers les risques de santé et des besoins spécifiques des travailleurs pauvres dans l'économie informelle.

La prévention primaire devrait recevoir une attention particulière. Les soins de santé préventifs devraient inclure les vaccinations et l'éducation sanitaire. Il devrait avoir également l'engagement des autorités compétentes pour la fourniture d'eau et d'assainissement dans les lieux de travail informels, y compris la santé et des services de sécurité.

Il devrait y avoir la participation des travailleurs dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des services de santé. La priorité devrait être donnée aux organisations des pauvres et, surtout, des pauvres travailleurs dans l'économie informelle.

2. La garde des enfants

La garde des enfants n'est pas normalement considérée comme faisant partie de la protection sociale. Les bénéfices maternité pour les femmes sont reconnus dans la plupart des

programmes de protection sociaux, mais l'étape suivante qui prévoit pourvoir aux besoins de l'enfant n'est pas incluse.

Les enfants ont le droit d'être élevés dans un environnement sain, afin de réaliser leur plein potentiel. Ils ont besoin de bons services de garde, en particulier dans leurs premières années. Les parents à faible revenu ne peuvent souvent pas se permettre la garde d'enfants. Les enfants qui ont grandi sur le lieu de travail des parents sont exposés à des niveaux élevés de risque. Lorsqu'on essaie de s'occuper d'un enfant tout en essayant d'effectuer un travail, réduit la productivité d'un travailleur, et réduit donc les revenus.

Les établissements de soins abordables de l'enfant sont nécessaires, cela permettra de protéger la sécurité des enfants, et ce qui va augmenter la stabilité du travail et la productivité des travailleurs du secteur informel pour les hommes et les femmes. Dans le cas des vendeurs de rue, ces établissements devraient être à proximité des lieux de travail des vendeurs dans le cas où c'est possible et approprié. Les fonctionnalités clés des centres de garde d'enfants devraient inclure les éléments suivants:

- Elles devraient se concentrer sur le développement global des enfants dont la croissance physique et intellectuelle.
- Elles peuvent servir de centres pour les vaccinations, et pour ante - et post - natal de la mère.
- Les repas nutritifs doivent être fournis aux enfants.
- Les enfants doivent être régulièrement mesurés et pesés, et orientés vers des centres spécialisés, s'ils prennent du retard.

3. La sécurité alimentaire

Plusieurs recommandations internationales et initiatives de plaidoyer existent pour promouvoir les bonnes pratiques et des approches basées sur les droits à la protection sociale en vue de renforcer la sécurité alimentaire et autres priorités de développement. Des directives volontaires ont été élaborées par un groupe de travail intergouvernemental en réponse à l'appel du Deuxième Sommet Mondial de l'Alimentation en 2002 pour ces directives, et approuvées par le Conseil de la FAO en Novembre 2004. L'une de ces lignes directrices souligne *"la nécessité d'identifier des ménages (qui sont) particulièrement vulnérables et d'entreprendre des analyses ventilées de la nourriture, la vulnérabilité et l'état nutritionnel afin d'assurer un ciblage efficace de l'aide, (donnant) la priorité à l'assistance la distribution des aliments via les femmes comme un moyen de renforcer leur rôle décisionnel et veiller à ce que la nourriture soit utilisée pour satisfaire les besoins alimentaires du ménage."*

4. L'infrastructure publique

Les travailleurs informels ont besoin de la même infrastructure de base pour le travail productif que les entreprises formelles fournissent à leurs employés.

- L'eau
- L'éclairage et l'énergie
- L'assainissement
- Le stockage
- L'élimination des déchets
- Le transport

Notez que tous ces services, s'ils sont fournis d'une manière fiable et abordable, contribuent directement à protéger la santé des travailleurs (et de leurs familles, s'ils travaillent de la maison). La tendance à la privatisation des infrastructures peut rendre ces services plutôt chers.

Un nombre de ces services peuvent être négociés avec les fournisseurs, avec des contributions des travailleurs informels calculés de manière réaliste en comparaison avec a) les contributions qu'ils font déjà pour les impôts, et b) l'ensemble des services reçus par les entreprises formelles.

5. La sécurité financière pour les personnes âgées

Pour la plupart des travailleurs du secteur informel, l'idée «d'une retraite» n'est pas réaliste - ils doivent travailler jusqu'à ce qu'ils ne soient plus en mesure physiquement de continuer. Le SPS promet un revenu de base à un certain âge - cela peut apporter une contribution utile, mais il est très peu probable, de pouvoir couvrir même les dépenses essentielles.

De nombreux gouvernements, même dans les pays pauvres, ont développé des pensions pour les pauvres en particulier pour les personnes âgées. Dans beaucoup d'entre eux, les gens contribuent à des régimes pendant qu'ils travaillent, d'autres sont à caractère non contributif, et le gouvernement paie par des impôts. Beaucoup de travailleurs du secteur informel sont prêts à contribuer à des économies pour leurs vieillesse - mais les paiements mensuels sont trop élevés, ou les régimes eux-mêmes ne sont pas fiables.

Les travailleurs informels devraient être inclus dans les régimes de retraite contributifs, qui sont abordables, fiables et flexibles. La flexibilité peut se faire par des moyens de permettre aux différents niveaux de paiement, le paiement pour un certain nombre de mois dans une année, plutôt que chaque mois. Les encouragements peuvent être donnés par les gouvernements pour encourager les gens à épargner pour leurs vieux jours.

La voie à suivre

Les travailleurs informels n'obtiendront pas de meilleur accès à la protection sociale, à condition d'une organisation de leur part. La protection sociale peut être une plateforme utile pour l'organisation. Les travailleurs du secteur informel devraient être représentés dans toutes les institutions où les décisions sont prises qui affectent leurs vie et travail.

Dans le cas de la protection sociale, cela signifie s'engager à différents niveaux - au niveau local et au niveau national avec le gouvernement, le secteur privé et les forums de la société civile. Pour que cela se produise, les gouvernements et le secteur privé doivent reconnaître les organisations représentatives des travailleurs du secteur informel qui sont dans de nombreux pays émergents, et de s'engager dans un dialogue social constructif avec elles. Les travailleurs informels doivent être inclus dans les plates-formes de négociation constantes et permanentes.

Les accords dans le socle de protection sociale ont ouvert une fenêtre importante de la possibilité d'obtenir un minimum de base de la sécurité sociale à toutes les personnes. Les travailleurs informels et leurs organisations placent leurs propres revendications liées au travail pour la protection sociale en même temps que le SPS.